

1982, chapitre 74

LOI CONCERNANT LA VILLE DE KIRKLAND

Projet de loi n° 204

présenté par M. Clifford Lincoln

Première lecture le 17 décembre 1981

Deuxième lecture le 22 juin 1982

Troisième lecture le 22 juin 1982

Sanctionné le 23 juin 1982

Entrée en vigueur: le 23 juin 1982

Loi modifiée:

Loi constituant en corporation de ville sous le nom de Kirkland la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire (1960-1961, chapitre 131)





CHAPITRE 74

Loi concernant la ville de Kirkland

[Sanctionnée le 23 juin 1982]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Kirkland a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 131 des lois de 1960-1961, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Clause an-
nulée.

1. Est annulée la clause relative à l'usage des terrains cédés, contenue à l'acte de cession enregistré le 24 septembre 1973 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2462217, en autant qu'elle porte sur les lots décrits à la date d'enregistrement comme étant la subdivision numéro 87 du lot numéro 156 et la subdivision numéro 20 du lot numéro 157 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire.

Autorisa-
tion d'ac-
quérir une
partie d'un
lot.

2. La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, toute partie du lot 171 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire et à en disposer conformément au sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19).

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 412,
mod. pour
la ville.

3. L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville de Kirkland par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

Garde d'a-
nimaux;

«17° Pour réglementer ou prohiber la garde des animaux ou de certaines catégories d'animaux et limiter le nombre de tels animaux qu'une personne peut garder dans un ou sur un immeuble; pour exiger du propriétaire ou gardien de tels animaux une licence; pour empêcher ces animaux d'errer dans la ville et en autoriser l'élimination d'une manière sommaire ou la mise à l'enclos public et la vente au profit de la ville ou de toute société ou personne que

celle-ci peut désigner; pour obliger le propriétaire ou gardien de tels animaux à en enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée et pour déterminer la façon d'en disposer; pour l'obliger à se munir en tout temps des instruments nécessaires à cette fin, pour permettre à la ville de conclure des ententes avec toute personne ou organisme autorisant telle personne ou organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer tout règlement municipal concernant ces derniers. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels le conseil conclut une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux;».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 460,
mod. pour
la ville.

Jeux;

4. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Pour autoriser, moyennant un permis, réglementer ou prohiber les jeux de boules (*pin-ball machines*), les jeux électroniques, les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir et les arcades de jeux;»;

2° par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

Marchan-
dises à ca-
ractère
érotique;
Salon de
massage.

«24° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«25° Pour réglementer les salons de massage.».

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.